L'Abeille de la Nouvelle-Orleans.

NOUVELLE-ORLEANS, LUNDI MATIN, 17 DECEMBRE 1855.

Imprimé et publié par
G. F. WEISSE & Co.,
EDITEURS-PROPRIETAIRES :
G. F. WEISSE, H. DUFOUR,
H. DUVERGER, S. HARBY.

Rue du Chartres No. 83, entre Conti et Bienville.

NOUVELLE-ORLEANS :
LUNDI MATIN, 17 DECEMBRE 1855.

Salle de lecture.

Nous avons converti une partie de notre bureau de rez-de-chaussée en salle de lecture. On y trouvera les journaux les plus répandus des Etats-Unis, de la Havane, du Mexique, de la Californie et de la France. L'entrée particulière de notre bureau est ouverte à tout le monde. Les journaux que nous recevons par les steamers sont destinés au public dès leur arrivée. Nos feuilles françaises seront remises aussitôt après l'arrivée de la malle de chaque paquebot transatlantique, et nos feuilles espagnoles aussitôt après l'arrivée des steamers de la Havane et du Mexique.

ABONNÉS A LA SEMAINE.

Les abonnés de l'ABEILLE sont autorisés à lire les abonnements à la semaine, à raison de trente jours pour les six numéros. Il ne sera rien exigé pour les jours durant lesquels nos bureaux ne seront pas ouverts, et ils auront droit d'abonner pour un mois ou pour un an, mais comme en leur ouvrant ce privilége particulier pour une aussi courte durée nous subirons sans profit la dépense de nos frais généraux, nous avons résolu de tout concilier en n'imposant aux porteurs à nous remettre que le montant de ces derniers que les abonnements devront payer le montant hebdomadaire.

PETITE REVUE.

Quelques événements se sont succédé à été fertiles en faits importants pour la politique intérieure de notre ville.

Parmi ces faits, plus intéressantes est celui décidé avant-hier par la Cour de District. Nous faisons allusion à la querelle existant entre MM. Bell et Hughes, relativement à la place de shérif de cette paroisse. On sait que ces deux messieurs ont employé tous deux cet emploi pendant quelques années, et que chacun d'eux prétend avoir été légalement élu à cette charge. Il paraît que la Cour a besoin de connaître quel est le véritable shérif, afin de savoir à qui elle doit s'adresser pour faire exécuter ses ordres, et elle a, en conséquence, décidé que la question serait soumise à un jury. Nous ne savons pas si cette décision est légale ou non, mais nous pensons